

COMPTE-RENDU tenant lieu de **PROCES-VERBAL**
du Conseil Municipal
de la commune de Murviel-lès-Montpellier

Séance du Jeudi 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt et un et le vingt-huit janvier à 19 heures, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle LAMOUROUX, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.

Nombre des Membres

En Exercice	19
Présents	16
Qui ont pris part à la délibération	19

Présents : Mmes Isabelle TOUZARD, Hélène BONNECUELLE, Corine DURAND, Claudine MOYA-ANNE, Juliette PAPROCKI-CAMARD, Véronique POMAREDE, Laurence ROUSSEAU, Séverine SEGISMONT, Yolande THEROND.

MM. Dominique BARIL, Gilles CHICAUD, Gilles CUSIN, Guilhem GARCIN, Laurent MAYOUX, Patrick ORTIGOSA, Laurent PRAT.

Pouvoirs : Mme Mélanie ARNAL avait donné pouvoir à Mme Claudine MOYA-ANNE, M. Jean-Claude MOURET avait donné pouvoir à M. Dominique BARIL, M. Bernard SENAULT avait donné pouvoir à M. Laurent PRAT.

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Mme Yolande THEROND est élue secrétaire de séance.

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité des présents.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 28 novembre 2020

Le compte rendu tenant lieu de procès-verbal est approuvé à l'unanimité

N°01/2021 - DESIGNATION DES REPRESENTANTS A LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLECT) DE LA METROPOLE DE MONTPELLIER

Mme SEGISMONT Séverine, Adjointe aux finances rappelle,

L'article 86 de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999, organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Le Code Général des Impôts prévoit la création, entre l'EPCI et ses communes membres, d'une commission chargée d'évaluer le montant des charges transférées (CLECT) et de permettre ainsi un juste calcul des attributions de compensation lors de chaque transfert de charges.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 12 octobre dernier sur le règlement de la CLECT.

La CLECT se compose de 92 membres désignés en leur sein par délibérations des Conseils Municipaux. La répartition des sièges entre les Communes s'effectue selon les modalités identiques à celles de la représentation au conseil communautaire, à savoir à la représentation proportionnelle de la population.

Ainsi, le conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier doit désigner un représentant titulaire et un suppléant.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Mme TOUZARD rappelle que la CLECT examine les modifications de l'attribution de compensation.

Lorsqu'une commune est concernée. Toutes les communes font voter le nouveau rapport d'évaluation des transferts de charge, même si elles ne sont pas concernées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

DESIGNE Madame SEGISMONT Séverine, déléguée titulaire de la commune de MURVIEL-LES-MONTPELLIER auprès de la Commission Locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT) de MONTPELLIER METROPOLE.

DESIGNE Mme Isabelle TOUZARD, déléguée suppléante de la commune de MURVIEL-LES-MONTPELLIER auprès de la Commission Locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT) de MONTPELLIER METROPOLE.

N°02/2021 - ADHESION A LA « CHARTE DE CONSERVATION ET DE VALORISATION DES ARCHIVES TERRITORIALES »

Madame Séverine SEGISMONT informe le Conseil Municipal de la nécessité d'adhérer à la Charte de conservation et de valorisation des archives territoriales.

En effet, la Charte définit les règles de fonctionnement exigibles par les services d'archives **pour faire partie du réseau des services d'archives communaux** soutenus par le Département et collaborant avec lui.

Les archives de la collectivité sont classées au niveau 3, tel que défini par les Archives départementales.

Le Niveau 3 désigne les communes sans services d'archives. Néanmoins, la gestion des archives doit être assurée dans des conditions minimales de bonne conservation et d'ouverture au citoyen.

Le type de structuration des services d'archives territoriaux se réfère à une grille d'évaluation valant code de bonnes pratiques en matière de locaux, de personnel, d'ouverture au public, de classement d'archives, code différencié suivant le niveau de service.

Le département décide de soutenir par une aide financière les communes ou intercommunalités adhérant à la **charte de conservation et de valorisation des archives territoriales**. Celle-ci définit les exigences demandées par le Département en terme d'aménagement de locaux de conservation et de communication des archives et d'équipement des magasins.

Cette charte peut aussi être utilisée comme outil de travail et base de réflexion déontologique par les services d'archives territoriaux pour améliorer leurs pratiques de gestion de leurs archives.

Ainsi, la commune s'engage à respecter les points suivants, détaillés dans le corps de la charte :

Magasin d'archives	Niveaux 1 et 2	Instruction DITN/RES/2009/013 du 10 octobre 2009 du Service interministériel des archives de France portant sur les règles de base pour la construction, l'extension ou le ré-aménagement d'un bâtiment d'archives.
	Niveau 3	Salle sécurisée, protégée contre la lumière, l'incendie, sans risque d'inondation ou d'infiltration d'eau
Equipement	Niveaux 1 et 2	Instruction DITN/RES/2009/013 du 10 octobre 2009 du Service interministériel des archives de France portant sur les règles de base pour la construction, l'extension ou le ré-aménagement d'un bâtiment d'archives.

	Niveau 3	Rayonnage métallique et réglable Espace de travail dans le magasin pour les agents
Communication	Niveau 1 et 2	Communication dans une salle dédiée. Tous les fonds communiqués ont préalablement été classés et font l'objet d'inventaires
	Niveau 3	Consultation sous la surveillance d'un agent dans un espace identifié. Ouverture au minimum 4 h hebdomadaires Consultation des archives numérisées sur support informatique

Madame la Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la Charte de conservation et de valorisation des archives territoriales.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.
Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **SE PRONONCE** favorablement les termes de la charte jointe à la présente délibération,
- **AUTORISE** Madame la Maire à signer ladite Charte.

N°03/2021 - DEMANDE DE SUBVENTION – AMENAGEMENT RAYONNAGE ARCHIVES COMMUNALES

Madame SEGISMONT Séverine, adjointe aux finances rappelle,

Suite à la « mission Archives » réalisée par le Département de l'Hérault concernant le diagnostic des archives de Murviel les Montpellier, il en résulte que la Commune doit augmenter son volume de stockage des archives et donc mettre en place de nouveaux rayonnages.

La Commune de Murviel les Montpellier prévoit déjà les locaux destinés aux archives communales, il faut simplement rajouter du rayonnage adéquat supplémentaire.

Madame la Maire soumet à l'ensemble des conseillers une proposition établie par un fournisseur spécialisé.

Elle indique que ce devis a déjà fait l'objet d'un avis du service des Archives Départementales.

Le montant de la proposition s'élève à 3 111.29 € HT

Dans le cadre de l'adhésion à la Charte de conservation et de valorisation des archives territoriales, la commune peut être soutenue financièrement par le département pour les aménagements réalisés pour la conservation des archives.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de :

- **SOLLICITER** le Conseil Départemental pour obtenir une subvention la plus élevée possible pour financer ce nouveau rayonnage.
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **SOLLICITE** le Conseil Départemental pour obtenir une subvention la plus élevée possible pour financer ce nouveau rayonnage.
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

N°04/2021 - DEMANDE DE SUBVENTION – GROUPE SCOLAIRE DE MURVIEL LES MONTPELLIER – EXTENSION DU RESTAURANT SCOLAIRE -

M. Gilles CHICAUD, Adjoint en charge des travaux rappelle,

La municipalité de Murviel-lès-Montpellier envisage l'extension de son restaurant scolaire.

La construction du lotissement des Saliniers et l'arrivée de nombreuses nouvelles familles laisse craindre que le restaurant scolaire soit désormais trop petit.

Il est nécessaire d'envisager des travaux d'agrandissement et de réaménagement permettant d'accueillir les enfants dans les meilleures conditions ; A cette occasion, le restaurant scolaire passerait en service de self.

Une première délibération a été votée en date du 10 Décembre 2019 (N°37/2019) pour les demandes de subventions sur la base d'une étude préalable sommaire.

A ce jour, le dossier étant finalisé par le bureau d'étude COUFFIGNAL Laure, architecte retenu pour la maîtrise d'œuvre. Monsieur Gille CHICAUD indique que le marché global s'élève à 438 850,00 H.T. et non de 273 000 € H.T. comme initialement prévu.

La Commune de Murviel les Montpellier a déjà fait une estimation financière de ce projet (Cf le plan de financement ci-dessous) et la phase de consultation pour les travaux commencera prochainement ;

Plan de financement :

DEPENSES HT			RECETTES		
Maitrise d'œuvre	43 000.00 €				%
Contrôle technique de construction	8 300.00 €		DEPARTEMENT	45 000.00 €	10.25
			Conseil Régional	43 885.00 €	10.00
Travaux	327 550.00 €		ETAT (DETR 2020)	191 000.00 €	43.52
Remplacement équipements de cuisine + creation self	45 000.00 €		ETAT (DSIL 2021)	71 200.00 €	16.22
matériel de salle	10 000.00 €				
Mobilier	5 000.00 €		Commune Autofinancement	87 765.00 €	20.00
total	438 850.00 €			438 850.00 €	100

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de :

- **AUTORISER** Mme la Maire à lancer l'appel à concurrence pour les travaux,
- **SOLLICITER**, en complément des aides notifiées lors de la 1ère demande de subvention, le Conseil Régional et l'Etat (DSIL 2021) pour obtenir une subvention la plus élevée possible pour financer ces aménagements.
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

M. CHICAUD explique qu'entre l'estimation initiale du cabinet d'architecte datant de novembre 2020 et celle d'aujourd'hui des postes de dépenses ont largement augmenté. Le plan de financement a donc été revu et des compléments de subvention sont donc demandés.

M. ORTIGOSA Demande si le passage en self va permettre une économie de personnel ?

Mme TOUZARD indique qu'une étude a été faite. Cette nouvelle organisation en self permettra une réflexion sur l'organisation de la pause méridienne. Le protocole de ce temps est très bien organisé et toutes les réflexions sont menées avec le personnel.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **AUTORISE** Mme la Maire à lancer l'appel à concurrence pour les travaux,
- **SOLLICITE**, en complément des aides notifiées lors de la 1ère demande de subvention, le Conseil Régional, et l'Etat (DSIL 2021) pour obtenir une subvention la plus élevée possible pour financer ces aménagements.
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

N°05/2020 - DEMANDE DE SUBVENTION – ETUDE THERMIQUE DES BATIMENTS / ISOLATION / CHANGEMENT SYSTEME DE CHAUFFAGE ET GESTION A DISTANCE DES SYSTEMES DE CHAUFFAGES ET DESIMPERMEABILISATION DE LA COURS DE L'ECOLE MATERNELLE – GROUPE SCOLAIRE

M. Gilles CHICAUD, Adjoint en charge des travaux expose,

La municipalité de Murviel-lès-Montpellier envisage de faire un audit énergétique sur l'ensemble de groupe scolaire afin de déterminer la faisabilité technique de la rénovation énergétique.

A la fois en termes d'isolation et de changement de système de chauffage.

Un accent particulier sera mis sur le confort d'été pour limiter les impacts de la climatisation des bâtiments. Ce confort d'été sera recherché entre autres, par la mise en place de la désimperméabilisation de la cour de l'école maternelle.

Les travaux d'isolation seront accompagnés du remplacement du système de chauffage par une chaudière bois. Ou par un autre système plus performant.

A noter que la collectivité est accompagnée depuis 2014 par un Conseiller en Energie Partagé CEP de l'ALEC et est donc très sensibilisée aux démarches d'économie d'énergie.

La commune souhaite également mettre en place un système de pilotage à distance des chauffages.

Montant HT du projet :

- Etude / environ 7 000€
- Remplacement du système de chauffage / 60 000€
- Désimperméabilisation des cour d'école pour le confort d'été/ 32 000 €
- Isolation des deux salles + reste du GS / 44 800€
- Système de gestion à distance / 15 000€

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de :

- **AUTORISER** Mme la Maire à lancer les études nécessaires à cet audit,
- **AUTORISE** Mme la Maire à lancer les travaux correspondants,
- **SOLLICITER** l'Etat (DSIL 2021), le Conseil Régional (FEDER), le Conseil Départemental, Hérault Energie et l'Agence de l'Eau, pour obtenir une subvention la plus élevée possible pour financer ces aménagements.
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

M. CHICAUD revient sur les problèmes de chaudière et de fuites d'eau aux écoles. Il précise que la recherche des causes de la fuite est longue et difficile.

Il indique qu'il existe également de grosses déperditions thermiques liées à des problèmes d'isolation sur le groupe scolaire.

Mme TOUZARD indique qu'il est également nécessaire de se mettre en conformité avec le décret tertiaire.

Ce décret imposant une baisse de 40% des consommations énergétiques en 2030 pour les équipements publics ayant une surface de plancher de 1000 m² au moins, les mesures d'application du décret devant être communiquées prochainement.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **AUTORISE** Mme la Maire à lancer les études nécessaires à cet audit,
- **AUTORISE** Mme la Maire à lancer les travaux correspondants,
- **SOLLICITE** l'Etat (DSIL 2021), le Conseil Régional (FEDER), le Conseil Départemental, Hérault Energie et l'Agence de l'Eau, pour obtenir une subvention la plus élevée possible pour financer ces aménagements.
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

N°06/2021 - DEMANDE DE SUBVENTION – ETUDE THERMIQUE / ISOLATION / CHANGEMENT DE SYSTEME CHAUFFAGE / INSTALLATION D'UN SYSTEME DE GESTION A DISTANCE - MAIRIE

Monsieur Gilles CHICAUD, adjoint en charge des travaux,

La municipalité de Murviel-lès-Montpellier envisage de faire une étude thermique sur le bâtiment de la Mairie afin de déterminer la faisabilité technique de la rénovation énergétique.

A la fois en termes d'isolation et de changement de système de chauffage.

Un accent particulier sera mis sur le confort d'été pour limiter les impacts de la climatisation des bâtiments.

Les travaux d'isolation seront accompagnés du remplacement du système de chauffage. Nous envisageons l'installation d'une pompe à chaleur.

A noter que la collectivité est accompagnée depuis 2014 par un Conseiller en Energie Partagé CEP de l'ALEC et est donc très sensibilisée aux démarches d'économie d'énergie.

La commune souhaite également mettre en place un système de pilotage à distance des chauffages.

Montant HT du projet :

- Etude / environ 7 000€
- Remplacement du système de chauffage + Isolation bâti / 100 000€
- Système de gestion à distance / 15 000€

Date prévisionnelle du commencement d'exécution : Mars 2021

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de :

- **AUTORISER** Mme la Maire à lancer les études nécessaires à cette étude thermique,
- **AUTORISE** Mme la Maire à lancer les travaux correspondants,
- **SOLLICITER** l'Etat (DSIL 2021), le Conseil Régional (FEDER), le Département, Hérault Energie, pour obtenir une subvention la plus élevée possible pour financer ces aménagements.
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

M. CHICAUD indique que la mairie est chauffée par des appareils indépendants électriques alors qu'il existe un système de chauffage gaz mais qui n'est pas utilisé.

Les radiateurs permettant d'utiliser ce système ont été retirés des bureaux au profit de climatiseur réversible.

Cette étude permettra de voir comment chauffer au mieux la mairie tout en respectant la nécessité de réduction des consommations énergétiques.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **AUTORISE** Mme la Maire à lancer les études nécessaires à cette étude thermique,
- **AUTORISE** Mme la Maire à lancer les travaux correspondants,
- **SOLLICITE** l'Etat (DSIL 2021), le Conseil Régional (FEDER), le Département, Hérault Energie, pour obtenir une subvention la plus élevée possible pour financer ces aménagements.
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

N°07/2021 - MODIFICATION DE L'ARTICLE N°16 DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Madame le Maire rappelle,

La Préfecture nous a fait savoir, dans un courrier du 4 décembre 2020, que le contrôle de légalité avait révélé une erreur dans la rédaction d'un article du Règlement Intérieur du Conseil Municipal.

En effet, l'article N°16 concernant les amendements est entaché d'illégalité.

L'article N°16 précisait en effet que les amendements devaient être proposés par écrit au maire trois jours francs avant la séance qui n'est pas légal car cela porte atteinte au droit d'amendement reconnu aux élus de l'assemblée délibérante.

Il convient donc de modifier l'article N°16 comme suit :

« Les amendements peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal. Ils doivent être présentés par écrit au maire. Le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente. ».

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **PREND ACTE** des modifications apportées à l'article n°16 du Règlement Intérieur du Conseil Municipal
- **ADOpte** le Règlement Intérieur ainsi modifié.

N°08/2021 - DELIBERATION POUR LES INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES (I.H.T.S.)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet

Considérant ce qui suit :

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie B et de catégorie C ainsi qu'aux fonctionnaires de catégorie A de la filière médico-sociale, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature, sauf si le contrat de ces derniers prévoit un régime d'indemnisation similaire.

L'octroi d'IHTS est subordonné à la réalisation effective **d'heures supplémentaires**. Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est subordonné à la mise en place de moyens de contrôle automatisé des heures supplémentaires. Un décompte déclaratif contrôlable est néanmoins suffisant pour les agents exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement, ainsi que pour les sites sur lesquels l'effectif des agents susceptibles de bénéficier d'IHTS est inférieur à 10.

Les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Leur taux sera calculé selon des modalités spécifiques.

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Ces heures sont considérées comme des **heures complémentaires** dès lors qu'elles ne les conduisent pas à dépasser la durée légale de travail hebdomadaire (35 heures).

Elles sont rémunérées au taux normal, sauf si l'organe délibérant décide de majorer leur indemnisation dans les conditions définies à l'article 5 du décret n° 2020-592 du 15 mai 2020.

Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail (35 heures), les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (exemple pour un agent à 80 % : $25 \text{ h} \times 80 \% = 20 \text{ h}$ maximum).

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur ; à défaut, elle donne lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

- la rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

- L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel, le montant de l'heure supplémentaire est déterminé en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

Décide :

Article 1 : D'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois suivants :

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Emplois</i>
Rédacteurs territoriaux	Responsable Finances
Adjointes techniques	Responsable Technique Agent des espaces verts - Agent d'entretien
Animateurs Territorial	Coordinateur enfance jeunesse Directeur Centre de Loisirs Directeur-adjoint Centre de Loisirs Animateurs
Adjoint administratif	Agent administratif RH Agent administratif Urbanisme Agent d'accueil
Adjoint du Patrimoine	Responsable Médiathèque

Article 2 :

De compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires.

Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.

Article 3 :

De majorer le temps de récupération dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié.

Article 5 :

Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif.

N°09/2021 - CRISE COVID 19 – EXONERATION TOTALE LOYERS COMMERCIAUX

Mme SEGISMONT, Adjointe aux finances rappelle,

En date du 18 Juin 2020, le Conseil Municipal avait délibéré sur des exonérations partielles et totales pour les loyers commerciaux du village.

Sur proposition de Madame la Maire, Mme SEGISMONT propose au Conseil Municipal de renouveler cette initiative pour la Brasserie de l'Oppidum.

En effet, l'activité de la Brasserie est en baisse eu égard au contexte de la crise sanitaire dû au COVID-19.

Les dernières annonces impliquant une fermeture totale dans le cadre depuis le 30 octobre entraînent de facto une baisse du chiffre d'affaire significative.

Mme la Maire propose la remise gracieuse des loyers à partir de janvier 2021 et ce jusqu'au mois de mars 2021 inclus pour la Brasserie de l'Oppidum ;

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **APPROUVE** les explications de Madame la Maire,
- **DECIDE** de renouveler l'exonération des paiements des loyers de la Brasserie de l'oppidum, à partir du mois de janvier 2021 et ce jusqu'en mars 2021.

La séance est levée à 20H00